

Paris, 7 octobre 2016

T-PD-BUR(2016)39RAP

**BUREAU DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES
PERSONNES À L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES A CARACTÈRE
PERSONNEL
[STE n° 108]
(T-PD-BUR)**

39^{ème} réunion du Bureau

Paris, 5-7 octobre 2016

RAPPORT ABRÉGÉ

Le Bureau du Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (T-PD-BUR) a tenu sa 39^{ème} réunion du 5 au 7 octobre 2016 à Paris, sous la présidence de Mme Alessandra Pierucci (Italie). L'ordre du jour, tel qu'il a été adopté par le Bureau, et la liste des participants font l'objet des annexes I et II.

Le Bureau du T-PD :

1. prend note des informations présentées par le Secrétariat concernant l'adoption définitive de l'avis sur « les implications en matière de protection des données du traitement des dossiers passagers », la réunion du Groupe de rapporteurs sur la coopération juridique (GR-J) du Comité des Ministres, tenue le 13 septembre 2016, et concernant l'adhésion du Sénégal à la Convention 108, devenant la 50^{ème} Partie à compter du 1^{er} décembre 2016 ;

2. prend note des informations fournies par l'expert, M. Alessandro Mantelero, examine le projet de lignes directrices sur « la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel à l'ère des **mégadonnées** », et convient qu'il sera révisé sur la base des discussions, notamment de l'échange de points de vues organisé par vidéoconférence avec le Président de la Commission sur l'économie numérique de la Chambre de commerce internationale (CCI), Joseph Alhadeff, et commentaires écrits afin qu'il puisse être finalisé lors de la 40^{ème} réunion du Bureau pour adoption ultérieure par procédure écrite ;

3. examine le projet de recommandation sur la protection des **données de santé** présenté par l'expert, Mme Jeanne Bossi Malafosse, tient un échange de vues et convient que le projet sera révisé à la lumière des discussions et des observations écrites reçues en vue de permettre la poursuite de la discussion sur le projet à la 40^{ème} réunion du Bureau ;

4. prend note de la présentation faite par M. Philip Kerfs des développements au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) concernant la norme commune de déclaration (NCD) et l'**échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers**, tient un échange de vues avec l'expert, rappelle la nécessité d'une coopération avec le Comité sur cette question et invite les délégations à se renseigner, au niveau national, sur la notification de protection des données effectuée par leur pays (« annexe C » de l'accord multilatéral)¹, en vue de débiter l'échange d'informations en 2017 sur la base de l'accord entre autorités compétentes signé par leur pays (jusqu'à présent, 83 juridictions l'ont signé) ;

5. prend note des informations présentées par le Secrétariat concernant les nouveaux développements en matière de **modernisation de la Convention 108** au niveau du Groupe de rapporteurs sur la coopération juridique (GR-J) et les questions qui seront traitées lors de la prochaine réunion qui se tiendra le 2 novembre 2016 ;

6. prend note des informations sur la **coopération avec d'autres organes du Conseil de l'Europe** et, en particulier, des travaux du Comité Directeur Média et Société de l'Information (CDMSI) et de son Comité d'experts sur les intermédiaires internet (MSI-NET), des travaux du Comité de la Convention sur la cybercriminalité (TC-Y) et de son « Groupe sur les preuves dans le *Cloud* », de l'organisation de la conférence Octopus qui se tiendra du 16 au 18 novembre à Strasbourg à l'occasion du 15^{ème} anniversaire de la Convention sur la cybercriminalité, des travaux relatifs au Plan d'action sur la lutte contre le crime organisé transnational adopté par le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), des travaux de l'Assemblée parlementaire et en particulier l'échange de vues prévu avec sa Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias sur la convergence des technologies, l'intelligence artificielle et les droits de l'homme, des travaux du Comité de bioéthique (DH-BIO), et de l'élaboration de

¹ Voir l'annexe C de l'Accord multilatéral entre Autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers (version bilingue sur internet : <http://www.oecd.org/tax/automatic-exchange/international-framework-for-the-crs/multilateralcompetent-authority-agreement.pdf>). S'agissant des Etats membres de l'UE, le contenu de l'annexe C a été préparé par un groupe informel et les délégations des pays de l'UE sont invitées à prendre contact avec leurs interlocuteurs nationaux pour obtenir le texte correspondant.

« lignes directrices visant à permettre, protéger et favoriser l'accès des enfants à leurs droits sur Internet en toute sécurité » par le Comité *ad hoc* pour les droits de l'enfant (CAHENF). Le Secrétariat s'est par ailleurs renseigné sur les mesures nationales visant à lutter contre le *sexting* et le *revenge porn* en vue d'examiner la possibilité d'une initiative du Conseil de l'Europe dans ce domaine.

7. prend note des informations présentées par les **observateurs**, en particulier les représentants de

- l'INAI (Mexique), qui participe pour la première fois à une réunion en qualité d'observateurs et témoigne d'un intérêt pour l'adhésion à la Convention 108,
- de l'AEDH au sujet des différentes activités menées dans le domaine de la protection des migrants,
- du CICR au sujet de plusieurs ateliers organisés dans le domaine de la protection des données dans le cadre d'activités humanitaires et au sujet des échanges du CICR avec le groupe de travail des Nations Unies sur les politiques en matière de données à caractère personnel,
- de l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP) au sujet de la récente résolution sur le droit à l'oubli et d'autres résultats de la conférence annuelle de l'AFAPDP qui s'est tenue les 22 et 23 septembre à Ouagadougou ;

8. confirme que sa 40^{ème} réunion se tiendra à Strasbourg du 30 novembre au 2 décembre 2016 et prend note des informations fournies par le Secrétariat en ce qui concerne les démarches entreprises pour obtenir le financement d'une deuxième réunion plénière annuelle, rappelant sa position constante quant à la nécessité d'augmenter les ressources du Secrétariat.

APPENDIX I.

Strasbourg, le 31 août 2016

T-PD-BUR39(2016)OJ_fr

BUREAU DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PERSONNES A L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL [STE n° 108] (T-PD-BUR)

39^{ème} réunion, Paris, Conseil de l'Europe, salle 2.

**Du 5 octobre 2016 – 9h30
au 7 octobre 2016 – 13h00**

ORDRE DU JOUR

1. OUVERTURE DE LA REUNION

- [T-PD\(2016\)RAP33Abr](#) Rapport abrégé de la 33^{ème} réunion Plénière du T-PD (29 juin – 1^{er} juillet 2016)
- [T-PD-BUR\(2015\)RAP37Abr](#) Rapport abrégé de la 37^{ème} réunion du Bureau du T-PD (9-11 décembre 2015)
- [T-PD\(2016\)WP Rev](#) Programme de travail du T-PD 2016-2017
- [T-PD\(2014\)Regl.](#) Règlement intérieur

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. COMMUNICATION DU SECRETARIAT

4. MODERNISATION DE LA CONVENTION 108

Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.

- [Texte consolidé](#) Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108
- [Projet de Protocole d'amendement](#) Projet de protocole portant amendement à la Convention 108
- [CAHDATA\(2016\)RAP_Abr](#) Rapport abrégé de la réunion du CAHDATA (15-16 juin 2016)
- [Projet de rapport explicatif](#) Projet de rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108

- [T-PD\(2016\)01](#) Projet de questionnaire sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (version anglaise uniquement)
- [T-PD-BUR\(2013\)02Rev5](#) Eléments d'information sur le mécanisme d'évaluation et de suivi

5. BIG DATA

Expert: M. Alessandro Mantelero, Professor of Private Law and Innovation Law (Politecnico di Torino), Director of Privacy and Faculty Fellow at the Nexa Center for Internet and Society, Turin, Italie.

Action requise: Le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert et examinera la version révisée du Projet de lignes directrices à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans un monde de données massives.

- [T-PD-BUR\(2015\)12Rev3](#) Projet de lignes directrices à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans un monde de données massives
- [T-PD\(2016\)06MosRev](#) Compilation des commentaires reçus
Addendum - Compilation des commentaires reçus
- [T-PD-BUR\(2015\)09Rev](#) Rapport: « Des données et des hommes » - Droits et libertés fondamentaux dans un monde de données massives (Rapport par Antoinette Rouvroy)

6. PROTECTION DES DONNEES MEDICALES

Expert: Mme Jeanne Bossi Malafosse, Avocate à la Cour, DLA Piper France LLP, Paris, France.

Action requise: Le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert et examinera la version révisée du projet de recommandation préparée par l'expert.

- [T-PD\(2016\)4REV2](#) Projet de Recommandation en matière de protection des données de santé
- [T-PD\(2016\)07MosRev](#) Compilation des commentaires reçus
- [T-PD\(2015\)07](#) Projet de rapport de présentation visant à mettre à jour la Recommandation n° R (97) 5 du Conseil de l'Europe sur la protection des données médicales par Mme Jeanne Bossi Malafosse
- [T-PD\(2015\)02Mos](#) Compilation des réponses reçues sur la protection des données médicales
- [T-PD\(2014\)07](#) Questionnaire: "Medical technologies and data protection issues" (anglais seulement)
- [Recommandation N° R \(97\) 5](#) sur la protection des données médicales

ECHANGE AUTOMATIQUE DE DONNEES

Expert: M. Philippe Kerfs, Conseiller principal au Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert.

- [CRS and the right to Privacy - Data Protection](#) “Automatic exchange of Personal data in tax matters” par Filippo Nosedà (uniquement en anglais)
- [Lignes Directrices du G29](#) Lignes directrices du Groupe de l'Article 29 sur les critères permettant d'assurer la conformité avec les exigences de la protection des données dans le cadre de l'échange automatique des données personnelles à des fins fiscales (en anglais uniquement)
- [T-PD\(2014\)05](#) Avis sur les implications en matière de protection des données à caractère personnel des mécanismes d'échange interétatique et automatique de données à des fins administratives et fiscales
- [T-PD-BUR\(2014\)01](#) Rapport sur les implications pour la protection des données d'un recours croissant à des mécanismes d'échanges interétatiques et automatiques de données à caractère personnel à des fins administratives et fiscales, ainsi que dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et de la corruption.

7. COOPERATION AVEC D'AUTRES INSTANCES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.

- [Comité Directeur sur les médias et la société de l'information \(CDMSI\)](#)
- [Comité de la Convention sur la cybercriminalité \(T-CY\)](#)
- [Comité de Bioéthique \(DH-BIO\)](#)
- [Comité européen pour les problèmes criminels \(CDPC\)](#)
 - [Plan d'action \(2016-2020\) sur le crime organisé transnational](#) (anglais seulement)
- [Comité ad hoc pour les droits des enfants \(CAHENF\)](#)
- [Assemblée Parlementaire](#)

8. VUE D'ENSEMBLE SUR LES ACTIVITES ET DEVELOPPEMENTS MAJEURS EN LIEN AVEC LES TRAVAUX DU COMITE

Action requise: Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.

- [Forum Africain sur la protection des données personnelles et 9^{ème} Conférence de l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles \(AFAPDP\)](#) (Ouagadougou, Burkina Faso, 20-21 et 22-23 septembre 2016)
- [38^{ème} Conférence internationale des Autorités de contrôle de la protection des données personnelles et des Commissaires à la vie privée : « Ouverture de nouveaux territoires pour la vie privée »](#) (Marrakech, Maroc, 17-20 octobre 2016)
- [T-PD\(2016\)11Mos](#) Compilation de rapports d'experts

9. AVIS

Action requise: Le Bureau prendra note des informations présentées par le Secrétariat.

- [T-PD-BUR\(2016\)18Rev](#) Avis sur les implications en matière de protection des données du traitement des dossiers passagers
- [T-PD\(2016\)17](#) Compilation des avis

10. OBSERVATEURS

Action requise: Le Bureau prendra note des informations fournies par les observateurs.

11. DIVERS

APPENDIX II.

MEMBERS OF THE BUREAU / MEMBRES DU BUREAU

FRANCE

Agnès Maitrepierre, Chargée de mission auprès du Directeur des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères et du développement international, 57 Boulevard des Invalides, 75700 Paris

GEORGIE / GEORGIA

Tamar Kaldani, Personal Data Protection Inspector of Georgia, 7, N. Vachnadze Str., Tbilisi, 0105

ITALY / ITALIE

Pierucci Alessandra, (Chair / Présidente), Piazza di Monte Citorio 121, 00186 Rome

LUXEMBOURG

Gérard Lommel (second vice-chair / deuxième Vice-président), Commissaire du gouvernement à la protection des données, Ministère d'Etat, Bâtiment Zurich, 3 boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg

PORTUGAL

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice, Avenida D. João II, n.º1.08.01 E, Torre H, Pisos 2/3, 1990-097 Lisboa

SERBIA / SERBIE (apologised / excusée)

Nevena Ružić, Head of Office, Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection, 42 Svetozata Markovica, 11 000 Belgrade

SWITZERLAND / SUISSE

Jean-Philippe Walter, (first Vice-Chair / premier Vice-président), Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT), Chancellerie fédérale, Feldeggweg 1, 3003 Berne

MEMBERS OF THE T-PD / MEMBRES DU T-PD

BELGIUM / BELGIQUE

Valérie Verbruggen, Conseiller Juridique, Commission de la protection de la vie privée, Rue de la presse 35 1000 Bruxelles

GERMANY / ALLEMAGNE

Heiko Haupt, The Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information, Section 14 European and International Affairs, Husarenstraße 30, D-53117 Bonn

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Eduard Raducan, Director, National Center for Personal Data Protection of the Republic of Moldova, 48 Serghei Lazo street, MD-2004 Chisinau

Ana Taban, Councilor on political and economic affairs from the Embassy of the Republic of Moldova to France

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Anna Suchá, Department of Legal Services and Foreign Relations The Office for Personal Data Protection of
Hraničná 12, 820 07 Bratislava 27

TURKEY / TURQUIE

Abdullah Aydin, Abdullah Aydin, Magistrat / Conseiller juridique à l'Ambassade de la Turquie
16 Avenue de Lamballe, 75016 Paris

OBSERVERS / OBSERVATEURS

MEXICO / MEXIQUE

María Patricia Kurczyn, Commissaire de l'institut National de Transparence, d'accès à l'information et protection des données du Mexique (INAI)

FRENCH-SPEAKING ASSOCIATION OF PERSONAL DATA PROTECTION AUTHORITIES / ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITÉS DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (AFAPDP)

Jean-Philippe Walter, Chair / Président, Association francophone des autorités de protection des données personnelles, 8 rue Vivienne, CS 30223, 75083 Paris Cedex 2

EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS / ASSOCIATION EUROPEENNE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME (AEDH)

Maryse Artiguelong, Déléguée, AEDH, Rue de la Caserne 33, 1000 Brussels, Belgium

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE

Lukasz Rozanski, Data protection Unit, DG Justice, European Commission

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR / LE CONTRÔLEUR EUROPEEN DE LA PROTECTION DES DONNEES

Anne-Christine Lacoste, Conseil juridique-Coordinateur
Postal address: Rue Wiertz 60, B-1047 Brussels; Office address: Rue Montoyer 63, B-1047 Brussels, Belgium

INTERNATIONAL CHAMBER OF COMMERCE (ICC) / CHAMBRE INTERNATIONALE DU COMMERCE (CIC)

Jacques Beglinger, Attorney-at-law, D.E.S.S., Member of the Executive Committee, Swiss Holdings, Federation of Industrial and Service Groups in Switzerland – Bern

Sophie Tomlinson, Assistant Policy Manager, Digital Economy / BASIS, International Chamber of Commerce (ICC), 33-43 Avenue President Wilson, 75116 Paris, France

Joseph Alhadeff, (participation via videoconference / participation par vidéoconférence), Chair of the ICC Commission on the Digital Economy 33-43 avenue du Président Wilson 75116 Paris, France

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

Julie Tenenbaum, Regional Legal Adviser for Europe, 10bis, Passage d'Enfer, 75014 Paris, France

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD) / ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (OCDE)

Philip Kerfs, Senior Advisor at the Centre for Tax Policy and Administration of the OECD

SCIENTIFIC EXPERTS / EXPERTS SCIENTIFIQUES

Jeanne Bossi-Malafosse, Avocat à la Cour – Counsel, DLA Piper France LLP, 27 rue Laffitte 75009 Paris, France

Agathe Mougel, consultante, Paris, France

Alessandro Mantelero, Tenured Aggregate Professor at Politecnico di Torino, Italy

SECRETARIAT

**Directorate General Human Rights and Rule of Law
Direction Générale Droits de l'Homme et Etat de Droit**

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Sophie Kwasny, Secretary of the T-PD / Secrétaire du T-PD

Péter Kimpiàn, Programme Advisor / Conseiller de programme

INTERPRETERS / INTERPRETES

Shan Benson
Benoit Malmontet
Claudine Pierson